

VILLES/CAMPAGNES : LES LIAISONS DANGEREUSES

Georges COURADE

ORSTOM - Maîtrise de la sécurité alimentaire (UR 501)

CITADINS ET PAYSANNERIES : LE JEU DE CACHE-CACHE

« En schématisant, on peut dire qu'il a suffi de faire sortir les vulgarisateurs de leurs bureaux des villes, afin de les envoyer travailler dans les villages auprès des paysans, pour que le progrès de l'agriculture se déclenche. »

J. KLATZMANN, *Nourrir dix milliards d'hommes ?*
Paris, PUF, 1983, p. 207.

La phrase placée en exergue — émise par un homme au-dessus de tout soupçon quant au sérieux — montre à quel point il est facile de penser que la clé du développement rural se trouve en ville. A contrario, une deuxième thèse — qui se garde bien de verser dans un ethnocentrisme facile — tend à récuser la logique technicienne dont est porteuse la ville au nom de la sauvegarde des cultures paysannes que celle-ci cherche à évincer par le biais de la sphère de l'économique. Au total, partant du même constat d'échec du développement en Afrique subsaharienne, on en vient à tout attendre des citadins ou à les exclure dans le développement de l'espace rural. Peut-on en rester là ?

Notre propos cherchera à expliciter les données du problème pour voir s'il est possible de dépasser ces analyses empreintes du sceau du bon sens. Pour les éléments factuels détaillés, nous renvoyons à une autre étude publiée (Courade G., Bruneau M., 1983 : 59-92).

Résumons les questions posées : les villes d'Afrique noire ont-elles par leur existence comme par la volonté de leurs élites marchandes, techniciennes ou bureaucratiques constitué des lieux de sensibilisation et de transformation de l'espace rural ? A contrario, leur inefficacité relative ne vient-elle pas de leur dépendance externe, de l'autocentrage des sociétés urbaines lié à leur surcharge pondérale ? Bref, y a-t-il des règles du jeu entre citadins et paysanneries, entre l'Etat urbain et l'espace rural ?

QUELLES LUNETTES FAUT-IL CHAUSSER ?

Il est difficile d'échapper aux fausses évidences et aux demi-vérités. Autant en prendre conscience explicitement en faisant un état des lieux. Revenons à ce qui est dit sur la liaison dépendance alimentaire et urbanisation.

Ville cruelle ou ville niveleuse ?

Différents constats ont été faits de la situation alimentaire africaine et du rôle des villes dans l'expansion d'un modèle alimentaire allochtone dont on a suffisamment dénoncé les conséquences sur le déficit agro-alimentaire extérieur. Le schéma explicatif habituel peut être résumé ainsi :

a) Les importations alimentaires ont augmenté rapidement alors que la production vivrière par tête aurait diminué, selon la F.A.O.

b) Les consommateurs urbains ont adopté de nouvelles habitudes alimentaires supposant l'offre de produits non élaborés sur place et ce « modèle » alimentaire serait non seulement difficile à modifier (cf. : l'échec du pami-blé) mais se répandrait rapidement.

c) Pour permettre à l'Etat de se « reproduire » sans à-coups majeurs, les classes dirigeantes prélèvent généralement une large part de leurs ressources fiscales sur les producteurs de cultures d'exportation et subventionnent les produits alimentaires des citadins (garantie de paix sociale). Pour recentrer l'économie, il ne resterait que deux formules « douces » pour les décideurs : créer des complexes agro-industriels pour mettre sur le marché urbain des denrées adaptées à la nouvelle demande (production de blé, de sucre, etc.) et « intensifier » l'agriculture paysanne peu productive par unité de surface (par mise à disposition d'un « paquet » technologique), pour améliorer le rendement du « gisement » fiscal.

On avance qu'il n'est pas « réaliste » de prétendre stopper l'exode rural et de modifier les habitudes de consommation des citadins et qu'il est difficile, en raison des rapports socio-politiques existants, de trouver

des ressources fiscales plus « indolores » que celles pesant sur les cultures d'exportation et de modifier la structure des prix en faveur des producteurs ruraux.

Au mieux, l'air idéologique ambiant et les experts du FMI aidant, on « désétatisera » les circuits de commercialisation pour permettre à la production vivrière d'augmenter et de devenir plus « visible » (fiscalement aussi ?). L'Etat se fera plus petit pour ne pas asphyxier ses serviteurs citadins. Tel semble être, sommairement résumé, le point de vue que l'on pourra appeler celui de « la ville cruelle » pour reprendre le titre d'un roman célèbre.

Cette politique suppose l'existence, au niveau international, d'excédents alimentaires mobilisables, susceptibles de combler la demande locale solvable ne trouvant pas à se satisfaire sur le marché local, et de parer aux pénuries accidentelles survenant dans les régions vulnérables.

On trouverait à l'appui de tout ceci un argumentaire parfaitement au point et l'on ne saurait nier sa part de vérité. Sa part, seulement...

Ce plaidoyer anti-urbain de la dernière décennie trouve sur son chemin l'approche « ruraliste » de l'école tropicaliste, de géographie notamment. Refusant l'analyse en termes de dépendance en chaîne, la géographie tropicaliste perçoit la ville comme porteuse de déracinement, de déterritorialisation et d'uniformisation face à un espace rural, agent de cultures spécifiques, de relations particulières avec la nature, etc.

Cette position isolant rural et urbain affirme qu'il y a toujours place pour un jeu socio-spatial autonome dans le monde rural en Afrique noire.

Cette idée s'appuie sur le constat d'une plus grande dépendance du producteur rural à l'endroit des déterminants écologiques et à sa sous-intégration dans l'économie de marché (place de l'économie vivrière de subsistance). On ne saurait cependant ignorer les effets de la monétarisation sur les relations familiales au-delà des échanges portant sur les cultures de rente. La relative (très relative parfois) stabilité des sociétés rurales, tout comme la nature des relations tissées avec l'environnement, conduisent à parler de « genres de vie » paysans, de cultures spécifiques accrochées à un espace de vie, un « territoire ». Pas question cependant d'y voir un déterminisme du milieu, mais une agriculture reposant sur des potentialités et des contraintes qui sont plus ou moins perçues et mises en valeur, avec les techniques disponibles.

On touche ici à une question fondamentale : la mutation des campagnes est-elle plus liée aux « potentialités » du milieu et au savoir-faire des sociétés ou est-elle sous la dépendance plus ou moins exclusive des différents systèmes englobants ? Tout dépend des critères et des indicateurs que l'on utilise, des sociétés et des écosystèmes que l'on observe et de la durée de cette analyse. Cela tient aussi au degré

d'intégration à l'économie d'échange et à la capacité de se réfugier dans l'autosubsistance. On sait bien que technocrates et décideurs sont pressés et ne perçoivent la mutation que si elle est brutale et spectaculaire. Aussi, c'est par l'artificialisation des écosystèmes qu'ils voient la solution de la crise agricole : cela veut dire utiliser pleinement les facteurs de production venus de l'extérieur du pays (grands aménagements, crédits, intrants, etc.) et mobiliser la force de travail rurale. Cette politique trouve toutefois ses limites dans la capacité d'endettement du pays et dans les possibilités de proposer des projets. Ainsi, 10 % seulement des ruraux camerounais sont touchés directement par la « modernisation » agricole. Les 90 % restant sont sollicités par la commercialisation et le fisc directement ou indirectement.

Globalement, on ne peut que conclure au rétrécissement du jeu des ruraux dans la phase actuelle sans pour autant nier leur autonomie.

Ville inéluctable et porteuse de progrès ?

A l'opposé des détracteurs de la ville se situent les réalistes, ceux qui la voient comme outil de diffusion de l'innovation, de savoirs et de savoir-faire, ceux qui y décèlent un lieu de possible émergence d'une « culture » originale, synthèse de différents apports. Autre chose que l'école de Jules Ferry en terre francophone...

Les scénarios à la Pol Pot — disparition physique des énormes agglomérations africaines — rendraient, pour beaucoup, le sort des paysanneries pire qu'il n'est aujourd'hui, sous la coupe des prélèvements étatiques ou marchands. L'Etat, la ville, le commerce sont nécessaires... au-delà de tout jugement de valeur sur le comportement des bureaucraties, des citoyens, des artisans ou des marchands. Quand ils n'existent pas ou sont inefficients, le vide créé par leur absence n'est pas comblé : guerres civiles devant la carence étatique, offre réduite de services quand le système urbain colonial vacille avec « exode urbain », rétrécissement de la production, marché noir ou bureaucratisé. Ce plaidoyer des réalistes s'appuie sur nombre d'exemples — de l'Ethiopie au Mali en passant par l'Ouganda —.

Ce constat établi, spontanément ou à contre-cœur, c'est le coût de fonctionnement et l'usage fait de l'outil urbain qui divisent les différentes sensibilités.

Il serait trop long de rendre compte par le menu des différences d'appréciation de chacun de ces courants de pensée. Essayons de dégager l'essentiel, quitte à simplifier...

Pour beaucoup, la ville africaine n'est que le lieu par lequel la société technicienne universelle, capitaliste et bureaucratique s'impose sur des sociétés à logique sociale spécifique, vivant plus ou moins en connivence (en harmonie ?) avec un « territoire », un espace maîtrisé et chargé de signification. Au mieux, les villes constituent un marché intéressant pour dynamiser une agriculture vivrière locale quand des groupes ethniques entreprenants savent user de cette opportunité. Alors

que Douala ou Abidjan disposent d'une aire d'approvisionnement régionale, nombre de villes africaines à l'image de Libreville ou de Yaoundé, dépendent de zones de production lointaines. L'exemple, toujours cité des Bamiléké, vient ici conforter l'idée que, seules les « civilisations » rurales sont en mesure de se réappropriier des cités, créations des Blancs, peuplées de Noirs, selon la formule de Dresh dans les années cinquante. A suivre cette thèse, il devient positif que les villes soient sous la dépendance des campagnes : « L'exemple des Bamiléké reconforte ; il faudrait qu'il fut largement imité, et encouragé. » (P. Gourou, 1982 : 293)

A l'opposé, les tenants de l'inéluctable modernisation posent l'intégration des paysanneries (ou la « capture » du mode de production lignager, africain selon les auteurs de la configuration marxienne) comme un préalable au changement social allant dans le sens de l'histoire. Ils voient donc dans la ville, un lieu de polarisation (animation, encadrement, commandement), d'intercommunication (creuset d'une véritable culture nationale) et de diffusion du progrès technique et socio-politique. Ce sont les travaux des Américains comme Inkeless ou Soja qui illustrent le mieux, dans sa pureté, cette approche politique et spatiale (voir l'étude d'E.W. Soja sur la géographie de la modernisation au Kenya).

Dans cette vision à la fois mimétique (pas de modèle alternatif de la croissance), productiviste (la crise agricole ne sera résolue que par l'accroissement de la production) et descendante (l'agriculture doit être stimulée par les décideurs), les paysanneries africaines doivent être converties ou conditionnées à l'économie de marché. Techniquement, il convient d'améliorer l'agriculture en usant de la panoplie des intrants mis au point pour les agricultures du Nord et que l'on essaie de « tropicaliser » ; variétés sélectionnées, engrais, pesticides, mécanisation, etc. Venant de l'extérieur, leur écoulement et leur gestion supposent un appui fonctionnel, donc un réseau urbain, même embryonnaire. Ces facteurs de production nouveaux ne s'imposeront que si des vulgarisateurs, des démonstrateurs, des financiers en permettent l'usage. Mais la nécessité de la ville est aussi liée à l'inextricable connivence entre l'Etat et l'agriculture (protectionnisme plus ou moins déguisé, politique foncière, commercialisation, prélèvements, subventions, etc.), que l'on observe partout du Japon aux USA, de la France à l'Union Soviétique, et dans les pays du Sud.

Cette structuration du secteur agricole répond aussi à la priorité absolue donnée à la construction nationale s'organisant autour de la mythologie de ce développement. Et de fait, cela se traduit par un effort pour intensifier l'agriculture africaine pour aboutir à une meilleure productivité à l'unité de surface. Cela ne va pas sans mal en l'absence de toute organisation paysanne se posant en contre-pouvoir ou acceptant de cogérer la modernisation agricole, comme le fit la FNSEA dans la France agricole depuis les années cinquante. Il n'y a donc pas lieu de s'étonner de la non prise en compte de la rémunération du travail paysan et des

résultats ambigus des « opérations » de développement, qu'elles visent les paysans directement (agriculture contractuelle, paysannats, etc.) ou mettent en place une agriculture sans paysans. Qui a les ressources politiques pour expliquer que « l'extensif rapporte » et que l'Afrique Noire ne manque pas de terres, sauf cas d'espèce ?

Les « ruralistes » en sont réduits à recenser les échecs des projets et à analyser toutes les formes et parades que le paysan africain a utilisées pour échapper au marché et au pouvoir. Celui-ci dispose d'une gamme d'attitudes de fuite, depuis la grève des pieds (l'exode rural) jusqu'au retour à un niveau élevé d'autoconsommation, en passant par le détournement du développement ou le marché noir. Autonomie relative qui peut être remise en cause par les groupes dominants de la société paysanne, s'ils sont acquis à la modernisation proposée (lamidos de la zone cotonnière du Nord du Cameroun) ou par des groupes ethniques « dynamiques » servant de relais (Igbo au service de U.A.C. au Cameroun sous mandat britannique). Les exemples de « réussite » existent, quand l'introduction d'une innovation est assimilée par une société, sans qu'elle soit obligée de modifier ses valeurs antérieures, ses formes internes de domination et l'idéologie qui assure la régulation des conflits et détermine ce que l'on nomme le consensus. Le cas des coopératives de café Arabica du Nord-Ouest du Cameroun peut illustrer cette idée (G. Courade, 1982 : 107-116). Dans ce cas, a-t-on véritablement besoin de la ville ? Sans doute, mais étroitement muselée.

Rares sont cependant les cas où la modernisation n'a pas pour effet de conduire la population à migrer... vers les villes. Parfois, ce sont les jeunes sans accès au foncier, quand celui-ci est approprié par une culture pérenne (Lékié au Cameroun, par exemple). Souvent, elle est le révélateur et l'accélérateur de conflits de génération, de sexes, conduisant au départ. Autrement dit, la prétention de la ville à détenir le progrès et à le diffuser favorise sa croissance et son emprise sur les campagnes. D'acteur agissant sur son environnement, la ville devient à son tour problème pour celui-ci : combien de grandes villes africaines trouvent autour d'elles les moyens de nourrir leur population ? Quelles sont les conditions de cette autosuffisance relative qui se réalise ici ou là ?

Villes et campagnes : pour le meilleur et pour le pire

Que conclure de la présentation de ces différentes thèses qui sous-tendent l'analyse souvent proposée des rapports villes/campagnes ? Elles renvoient aux types de modernisation agricole mis en œuvre et aux objectifs économiques et sociaux qu'on lui assigne.

Le problème n'est pas d'être pour ou contre l'urbanisation en Afrique Noire, mais d'en mesurer la variété des processus et potentialités, compte tenu de son émergence récente et de son caractère irréversible. Elle prend, en effet, des formes atrophiées ou bâtarde, élémentaires ou diversifiées, rampantes ou boulimiques, selon les lieux

et l'histoire socio-politique. Elle reste, il faut le souligner, modeste par rapport à la situation latino-américaine. Le catastrophisme qui découle de la seule vision des métropoles (35 ont plus de 500 000 hab.) ne doit pas nous cacher la ressource éventuelle que constituent les 800 villes secondaires dont la population se situe entre 20 et 500 000 hab. qui ne sont pas forcément des villes « moyennes » ou des lieux de fusion du monde rural et urbain.

La macrocéphalie (Sénégal, Angola ou Tanzanie), la sururbanisation (Nigéria occidental ou Congo) s'opposent à des cas de pseudo-urbanisation (Libéria, sous-espaces de grandes plantations) ou de sous-urbanisation (Rwanda), si l'on fait une corrélation fonctionnelle entre croissance urbaine et développement des campagnes.

Le système urbain, toutefois, ne peut être perçu comme une production de la société locale que rarement. Les ébauches de construction étatique précoloniale furent à la fois rares et pas nécessairement urbanisantes : l'Etat-cité Yoruba s'oppose ici aux royautés rwandaises ou burundaises. Il sous tend en fait, depuis quelques décennies, un projet de développement politique dont la modernisation agricole n'est qu'un des aspects.

Entendons-nous bien : la ville sert ici d'instrument, de centre et de catalyseur de l'intégration nationale qui doit déboucher sur la création d'une véritable société civile. Ceci ne signifie en rien que l'image de la ville se réduit à ce projet qui a, de toute manière, des difficultés sérieuses à se réaliser.

En fait, le système urbain traduit dans l'espace un enjeu qui le dépasse et l'englobe, et qui tend à soumettre des campagnes rétives... et qui ne sont pas sans atouts ! Que l'on songe à la dépendance des néo-citadins vis-à-vis des ruraux, au possible repli vers l'autoconsommation des agriculteurs insuffisamment engagés dans l'économie de marché qui fait vivre les villes, à toutes les formes de détournement des interventions extérieures, à l'appropriation des villes par des groupes ethniques se posant en bourgeoisie conquérante et à l'existence de lobbies ruraux au cœur de l'appareil étatique !

Faut-il brûler l'Etat ? Vaste question toute théorique. On peut recenser toutes les insuffisances de l'appareil, son inadéquation à des sociétés et à des cultures enchevêtrées, sa violence et ses injustices. On ne souligne pas assez à quel point l'agriculteur, dès lors qu'il participe aux échanges, dépend de lui en Afrique Noire, et réciproquement... pour le meilleur et pour le pire.

ELEMENTS D'ANALYSE

L'urbanisation conquérante

Les rapports villes/campagnes s'inscrivent dans une histoire, une

série de rapports de force, ayant évolué avec les techniques de contrôle de l'espace (moyens de transport, de communication, de coercition).

L'ampleur de l'urbanisation physique, sa concentration dans des capitales macrocéphales et l'essaimage urbain s'inscrivent dans le temps moyen et court, mais n'ont pas sur les campagnes les mêmes effets. Disons que l'effet de Libreville, 10 fois moins grosse que Lagos, sur son espace rural environnant, est plus évident, malgré le poids démographique de la capitale nigériane. L'existence d'autres pôles d'attraction et d'une campagne qui ne soit pas exsangue, font contrepoids à la ville, malgré ses cinq millions d'habitants !

La taille démographique n'est pas un critère pertinent pour mesurer l'agressivité éventuelle d'une ville sur son milieu. Il joue cependant un rôle puisque, jusqu'à un certain seuil, la ville ponctionne les milieux ruraux pour assurer sa croissance, avant que la fécondité urbaine ne vienne prendre le relais.

La ville principale ou les centres secondaires servent souvent d'appui aux entreprises des bourgeoisies marchandes allochtones ou aux corporations d'Etat pour drainer le surplus des campagnes, assurer la commercialisation, perdurer l'économie de traite, ou stocker le grain. Deux exemples : les Igbos dans les villes du sud du Cameroun anglophone, le stockage des grains de la National Milling Corporation de Tanzanie dans différentes villes de l'intérieur comme Tabora...

Les vecteurs de pénétration urbaine sont trop bien connus pour qu'il soit utile d'insister : la scolarisation, partout demandée et partout contestée sans que l'on ait réussi à mettre au point une école « ruralisée » ; le développement de la circulation routière qui donne accès à des formes nouvelles de consommation (le pain ou les boissons importées) ; la circulation des personnes qui transmet des modes de vie (migrations de toutes sortes) ; l'irruption des médias (transistorisation poussée qui transmet les idées à la mode, les mots d'ordre, d'autres langages), etc. Ils n'ont pas partout le même impact, ni la même diffusion, ils peuvent même être maîtrisés par les ruraux !

La ville ici se conduit en centre émetteur d'idées, de comportements et propose des services marchands. Les campagnes ne répondent à cet appel qu'à certaines conditions : densité de population, insertion dans l'économie de marché avec inégalités de revenus et de statuts, dense réseau routier. On trouve des exemples illustrant ceci, aussi bien dans des espaces ethniquement homogènes que dans les melting-pots ethniques (plaine de Tananarive, Mounjo au Cameroun). Sous-peuplement et morcellement ethnique permettent trop souvent aux villes de « ratisser » les éléments jeunes, susceptibles de revivifier le tissu rural (région de Yabassi au Cameroun). Dans une région bien peuplée et homogène, la migration vers les villes n'a pas cet effet désertifiant. Elle constitue au contraire, une soupape de sûreté (Nigéria oriental).

Du point de vue de la modernisation, on distingue des villes dirigeantes cumulant pouvoirs économiques et politiques sans partage, des villes encadrantes disposant de la gamme des services bureaucratiques et marchands et des cités à fonction spécifique. En dehors des villes dirigeantes, les autres villes n'ont pas d'effet d'entraînement économique parce qu'elles sont court-circuitées par celles-ci comme l'ont montré des études sur Bouaké ou des villes moyennes au Cameroun. Les économies d'échelle comme la constitution d'un « territoire » socio-économique de qualité favorisent les grandes agglomérations privilégiées par les opérateurs capitalistes extérieurs comme par les appareils d'Etat.

Au-delà du strict point de vue fonctionnel, les villes ne peuvent disposer d'un pouvoir d'attraction et d'animation que si l'urbanisation sociologique (1) y est suffisamment avancée. Il est clair que le petit bourg rural, la cité ouvrière ou le camp de plantation n'ont que peu d'impact sur l'espace rural de par la nature de leur société.

Bien des agglomérations enfin, ne sont pas disposées à agir sur le monde rural ou s'y enkystent en se tournant vers le monde extérieur qui les nourrit bien souvent, comme c'est le cas de Libreville ou de Dar Es Salam. Sans atteindre le niveau égyptien (30 % du budget en subventions à la nourriture), la Tanzanie consacre 6 % à subventionner les aliments des populations, surtout urbaines, qui comptent en leur sein près de 40 % d'agriculteurs ! Libreville est ravitaillée en viande en provenance de Ngaoundéré ou d'Harare et les tubercules du Cameroun occidental viennent par mer de Victoria-Limbe.

Il serait intéressant d'analyser les villes dirigeantes africaines en fonction de leur stratégie interne ou externe d'approvisionnement vivrier qui traduit plus qu'une simple dépendance extérieure. Kano s'opposerait ainsi à Dakar. On pourrait ici mesurer le degré d'« enracinement » des villes dans leur région, produit de l'histoire socio-politique, mais aussi foyers culturels dynamiques : l'Islam à Kano se montre sensible au renouvellement théologique alors qu'à Dakar il reste très lié au pouvoir.

Des villes parachutées par la colonisation, l'économie de traite, l'extraction minière, l'administration, les macro-projets de développement, les présidents ou les maquisards dans l'espace rural, il reste — pas toujours d'ailleurs ! — des traces, parfois des centres de commandement, presque toujours des organismes urbains en discordance avec l'espace rural. Il reste vrai cependant, qu'Enugu, Owerri, Bafoussam par exemple, ont été « décolonisées » par des populations dynamiques. Mais combien sont-elles ces villes réappropriées par la société environnante ? Les exemples contraires abondent, du port minéralier de Nouadhibou aux villes minières de Zambie, des centres de traite moribonds aux centres administratifs évanescents de l'Afrique occidentale et centrale...

(1) Nous avons distingué urbanisation physique et urbanisation sociologique, soulignant par là les deux aspects de l'urbanisation : la ville comme aspect et taille et l'émergence d'un mode de vie citadin.

Quel est l'effet d'une forte urbanisation sur la production agricole ? Au Nigéria, où l'urbanisation est ancienne, les secteurs déficitaires en vivres sont des sous-espaces densément peuplés, si l'on exclut le pays Yoruba (R.K Udo, 1971 : 415-436). La corrélation entre degré d'urbanisation et niveau de production agricole n'est pas évidente, d'autres contraintes jouant un plus grand rôle en raison de la faible technicité de l'agriculture. Une présence urbaine importante offre des opportunités pour un marché vivrier si des acteurs organisés s'y investissent. L'expérience des coopératives de fruits et légumes pour le marché urbain du Cameroun anglophone a fait long feu, autant pour des raisons techniques (ramassage, conservation, régularité des approvisionnements), qu'à cause d'une faible motivation paysanne. La possibilité de spéculer peut susciter une agriculture maraîchère cependant, dans les grands centres (Yaoundé, Dakar).

Le développement de ceintures vivrières ici ou là (autour de Douala ou d'Abidjan) est souvent lié aux interventions directes des citoyens. L'essor des cultures d'exportation semble beaucoup plus sensible au réseau urbain qui commande l'ensemble des transactions. L'échec assez général des systèmes de commercialisation du vivrier tient à la fois aux conditions techniques des marchés (produits disparates, périssables à livrer à des marchés cloisonnés, mis à part les céréales) et aux objectifs de ces systèmes (maintien de l'échange inégal en faveur des citoyens). Les urbains en sont réduits à accepter la spéculation pour avoir quelque chance d'accéder aux vivriers autochtones : ignames ou plantains au sud du Cameroun ! Il est vrai que certains tirent bénéfice de cette situation.

Les atouts des villages

Bien des villes comportent des poches importantes de ruralité, les petites comme les grandes. Il y a une agriculture urbaine essentielle et innovante dans bien des situations qu'ignorent les services de l'agriculture. Il existe toute une gamme d'échanges interfamiliaux qui permettent aux citoyens de s'approvisionner à bon compte et aux ruraux d'accéder aux services urbains (scolarité, biens importés, etc.) à moindre coût. Les citoyens soutiennent par des envois d'argent, de provisions, la parenté restée au village. Ils les hébergent et leur facilitent l'insertion dans l'économie et la société urbaines. Ceci est observable dans les villes en phase d'accumulation démographique comme Yaoundé ou Victoria-Limbe. Il se peut que les solidarités se distendent quand la ville dépasse une certaine taille et que plus d'une génération urbaine y vit.

Toujours est-il qu'entre le « quartier » et le village se tisse tous les jours un réseau de complicités, de connivences, qui ne joue ni dans un sens, ni dans un autre quand il fonctionne. Il permet de désamorcer ou de détourner à son profit telle initiative modernisante. Il autorise les « retours » des citoyens marginalisés par l'économie urbaine ou pris dans la tourmente d'une crise grave, « exode urbain » des citoyens de Bangui,

de Kampala, etc. Il assure aux ruraux piégés par une pénurie alimentaire, la possibilité de se réfugier en ville pour accéder à l'aide extérieure comme on l'a vu dans les villes du Sahel ou d'Ethiopie pendant la période récente. Il donne aux villageois engagés dans un projet de développement (adduction d'eau, construction d'école, de dispensaire, coopérative, etc.) la possibilité d'avoir les appuis financiers (collectés dans le cadre d'une *improvement union*) et politiques qui s'avèrent nécessaires pour aboutir.

Il n'en reste pas moins que des initiatives citadines et extérieures peuvent impliquer l'espace rural sans que les populations puissent intervenir dès l'origine pour réorienter l'intervention selon leurs perspectives. Point n'est besoin d'explicitier ici les capacités des paysanneries du Sud comme du Nord à faire le dos rond, à subir sans se soumettre en attendant le découragement des techniciens. Inutile aussi de parler de spécificités des sociétés tropicales, ce serait méconnaître les capacités de résistance des sociétés paysannes hexagonales, par exemple. Les Basques seraient là pour nous le rappeler.

Cette résistance passive ou active à la modernisation venue des villes n'est évidemment pas le fait de toutes les sociétés qui ne trouvent pas en leur sein les ressourcements nécessaires. Si des paysans leaders, des notables issus des élites anciennes ou nouvelles se prêtent à la modernisation (cas de la plaine de Ndop au Cameroun, des palmeraies coopératives de Nchang ou de la Bakweri Cooperative Union of Farmers), les projets sont acceptés. On peut dans ce cas, compter sur les erreurs techniques pour offrir aux ruraux dominés des possibilités de fuite ou de détournement. La cohérence des sociétés et leur niveau d'organisation politique donne une meilleure prise aux développeurs des villes alors que les sociétés dites « acéphales » échappent facilement aux « incitations » exogènes. Ainsi, le développement communautaire ne « marche » que là où un pouvoir autochtone centralisé existe, pas dans les régions d'émiettement ethnique ou de pouvoir déconcentré ou « segmentaire » (cf. : *Community Development du Cameroun anglophone entre 1953 et 1972*).

On ne peut qu'aboutir à une conclusion nuancée des apports de la ville au développement des campagnes, qui n'ont d'effets que si celles-ci sont en attente de cette contribution. Ceci renvoie en fait, à une géographie des espaces ruraux.

DES SOUS-ESPACES RURAUX CENTRAUX AUX PERIPHERIES VULNERABLES

A ce point de notre contribution, il nous faut proposer une typologie de l'espace rural en fonction des évolutions constatées du point de vue des objectifs citadins et non sous l'angle du développement rural pris ici comme l'innovation maîtrisée ne remettant pas en cause la reproduction

sociale. Tel sera le parti pris affiché avec toutes les simplifications et limitations qu'y relèveront les ruralistes.

Les sous-espaces ruraux « centraux »

Deux critères peuvent être utilisés pour déterminer la « centralité » de certains lieux par rapport à d'autres : la concentration du pouvoir et les formes les plus avancées de la modernité agro-industrielle. Le terme de modernité reste ambigu. Il s'éclaire si on le définit par la mise en œuvre de technologies toujours plus sophistiquées déclassant des matériels et des savoir-faire au nom de l'efficacité économique (économie d'échelle, productivité plus grande de tel ou tel facteur de production, compétitivité accrue dans un système économique international sans barrières). Deviennent archaïques et passésistes les systèmes économiques qui subordonnent l'innovation au maintien d'un tissu social équilibré. Sur le plan africain par conséquent, plus de modernité entraîne nécessairement plus de dépendance externe indirecte.

Les périphéries des grandes villes dirigeantes (Dakar, Abidjan, Lagos, Douala) ou les réseaux de complexes agro-industriels (région du mont Cameroun, Libéria) présentent certains aspects de la centralité avec des lacunes.

La basse Côte d'Ivoire lagunaire avec 27 hab. au km² a réussi à compenser son déficit démographique avec Abidjan en attirant de la main d'œuvre voltaïque. L'habitat rural a été modernisé : cases en dur, électricité, lotissement villageois, eau courante, commerces à gamme étendue de produits. Urbanisation rampante des villages qui est aussi le produit d'une agriculture au service de la métropole (attieké, charbon de bois, poisson) et du système agro-industriel mis en place (H. Berron, 1980).

La région du mont Cameroun illustre les effets d'exclusion engendrés par la mise en place de complexes agro-industriels à main-d'œuvre salariée d'origine variée. Cités de transit, résidences de cadres, ports et excroissances urbaines, contribuent à l'apparition d'une urbanisation sociologique en marge des domaines agro-industriels et des réserves des natifs : mariages interethniques, caisses de solidarité basées sur la profession, lingua franca, etc. Tout ceci n'a pu se faire que par la marginalisation, maintenant quasiment achevée, des autochtones bakweri (G. Courade, 1982 : 107-116).

Les périphéries rurales « actives »

Dans ces périphéries, l'urbanisation des campagnes résulte d'un compromis entre les citadins et les ruraux. Dans les pourtours des grandes villes encadrantes (Yaoundé, Bouaké, par exemple), une modification très grande des modes de vie n'a pu s'imposer. Développement du maraîchage, modification de l'habitat, intervention de la

bourgeoisie urbaine, incessant mouvement de population n'altèrent pas totalement les traits ruraux hors des axes de circulation permanente (A. Franqueville 1983).

Certains espaces ethniques voient aussi urbanisation physique et sociologique se développer en symbiose avec un espace rural relativement intégré par les ruraux eux-mêmes dans les circuits marchands ; l'Ouest du Cameroun comme le pays Igbo illustrent cette alternative d'urbanisation au service des ruraux.

A contrario, les secteurs géographiques fortement engagés dans l'économie de plantation connaissant un réseau urbain dominant où les bourgades offrent aux campagnes un service proportionné à leurs ressources monétaires pendant la période de la collecte des produits. Du bassin arachidien sénégalais au centre-sud du Cameroun, on connaît de telles situations. Emergence d'un « capitalisme agraire », collusion bureaucratie/notables locaux, la traite, devenue activité « nationalisée », permet de susciter un durcissement de l'habitat et l'apparition d'une certaine consommation sans pour autant dégager une agriculture « moderne » (A. Le Plaideur, J. Weber pour le centre-sud camerounais).

Les périphéries rurales « passives »

Il s'agit ici de sous-espaces parfois solides sur le plan socio-politique, mais peu engagés dans l'économie marchande, souvent peu scolarisés et présentant des embryons de villes dont l'influence reste relativement faible. Le cas type nous semble être la région du Nord-Ouest au Cameroun : peu de villes hors Bamenda qui dépasse 50 000 hab., des chefferies ayant encore un grand poids dans la vie de chacun, un taux de scolarisation inférieur de 40 % à celui des zones voisines, un réseau routier limité et déficient en saison des pluies, un système coopératif d'autant plus efficace qu'il n'est pas issu d'initiatives urbaines (G. Courade 1982 : 107-116). Cet espace a longtemps servi de réservoir de main-d'œuvre pour les plantations côtières.

Les sous-espaces marginaux et/ou écologiquement fragiles

Il y a lieu de distinguer la vulnérabilité écologique de tel ou tel secteur exposé aux calamités naturelles et les sous-espaces marginaux, qu'ils soient enclavés (éloignés du « centre » faute de communication) ou qu'ils soient des isolats socio-culturels. Dans le deuxième cas, on ne peut parler d'influence urbaine perceptible dans l'espace rural. Si l'on s'en tient à l'exemple camerounais, les espaces marginaux peuvent être sous-peuplés (nord de la Sanaga), géographiquement proches des lieux centraux (région de Yabassi), mais aussi surpeuplés (monts des Mandara) ou frontaliers. Ils pourront aussi bien être le fait de

populations stables, solidement encadrées (lamida de Rey Bouba) ou de populations très mobiles (pêcheurs du Rio-del-Rey). L'importance de l'espace rural en marge de la modernité, diffusée par les villes au Cameroun, peut s'analyser en termes de « réserve », au sens militaire du terme que l'on s'efforcera de mobiliser, le moment venu.

Les zones écologiquement fragiles posent d'autres problèmes. La ville ici sert de relais à l'intervention extérieure en période d'urgence ou dans les phases de remise en état du dispositif agricole rural. La ville fait de l'assistance sociale sans créer véritablement, dans l'espace rural, la logistique nécessaire pour se passer de celle-ci. Elle sert de refuge, s'engorge, « implose » comme les villes sahéliennes.

*
**

Au terme de ce rapide survol, on peut affirmer que les villes d'Afrique Noire s'imaginent d'autant plus avoir de l'influence sur l'espace rural qui les entourent, qu'elles n'ont pas encore acquis toute leur dimension citadine, même les plus grandes. Qui ne voit cependant tout le poids du symbolique dans cette affaire ! Mais cette remarque ne renvoie-t-elle pas à une analyse mimétique du système urbain ?

Ceci laisse aux paysanneries différentes stratégies pour se moderniser à leur rythme, quand elles existent véritablement. Bien des espaces ruraux « bougent » : ils se désertifient, ils s'intègrent à l'économie marchande, ils s'urbanisent de manière diffuse, ils approvisionnent tant bien que mal des villes, ils se les approprient parfois. Ce mouvement est loin d'être général ; il a différents rythmes et niveaux selon les pays et les régions. Les processus d'exclusion sont à l'œuvre un peu partout et de vastes secteurs déperissent (G. Courade 1984).

Rien ne permet de croire à une inversion des choses tant que les paysanneries n'interviendront pas, elles aussi, au niveau de l'Etat, qui sera aussi paysan ! Alors, la partie de béret (2) entre paysans et citadins pourra succéder au jeu de cache-cache !

BIBLIOGRAPHIE

- ADEPOJU (A.), *Selected Studies on the Dynamics, Patterns and Consequences of Migration, IV - Medium-sized Towns in Nigeria : Research and Policy Prospects*, Paris, UNESCO, 1983, 56 p. (SS/CH 56).
- BERRON (H.), *Tradition et modernisme en pays lagunaire de Côte d'Ivoire*, Gap, Ophrys, 1980, 386 p.
- BOUTRAIS (J.), COURADE (G.), GUBRY (P.), *Population, planification et développement rural : l'exemple du Cameroun*, Yaoundé, I.S.H., 1979, 163 p. multigr.
- CHAMPAUD (J.), *Villes et campagnes du Cameroun de l'ouest*, Paris, ORSTOM, 1983, (mémoire n° 98), 508 p.

(2) Jeu qui se fait à deux ou plusieurs et qui consiste à s'emparer du béret avant les partenaires-adversaires qui tournent autour de lui, placé au centre.

- COURADE (G.), *Victoria-Bota : croissance urbaine et immigration*, Paris, ORSTOM, 1979, (Trav. et Doc. n° 105), 125 p.
- COURADE (G.), BRUNEAU (M.), Développement rural et processus d'urbanisation dans le Tiers-Monde, *Cah. ORSTOM, ser. sci. hum.*, 1983, XIX, 1 : 59-92.
- COURADE (G.), Réussite coopérative et développement rural dans la province du Nord-Ouest, *Revue de Géographie du Cameroun*, 1982 III, 2 : 107-116.
- COURADE (G.), Pour une géographie de la marginalité en Afrique Noire, *l'Espace géographique*, 1985 (à paraître).
- FRANQUEVILLE (A.), *Une Afrique entre le village et la ville : les migrations dans le sud du Cameroun*, Paris, ORSTOM, 1983, (ed. provisoire), 793 p.
- HEYER (J.), ROBERTS (P.), WILLIAMS (G.), *Rural Development in Tropical Africa*, London, Mac Millan Press Ltd., 1981, 375 p.
- INKELESS (A), SMITH, *Becoming modern : Individual Change in 6 developing countries*, London, Heinemann, 1974, 436 p.
- KLATZMANN (J.), *Nourrir dix milliards d'hommes ?* Paris, P.U.F., 1983, 296 p.
- LE PLAIDEUR (A.), *Modèle 3 C : Cameroun, Centre-Sud, cacaoculture ou simulation du comportement agro-économique des petits paysans de la zone forestière camerounaise quand ils choisissent leur système de culture*. Paris-Montpellier, 1982, IRAT, 236 p.
- ORSTOM - L.A. 94, *Le développement rural en questions*, Paris, ORSTOM, 1984, 505 p.
- PIERMAY (J.L.), Les mutations du milieu rural à proximité de la ville au nord de Bangui. *Cah. ORSTOM, ser. sci. hum.*, 1978, XX, 2 : 187-205.
- ROCHFORT (M.), Typologie fonctionnelle des villes en Afrique noire et à Madagascar in : *La croissance urbaine en Afrique Noire et à Madagascar*, Paris, CNRS, 1972, Tome I : 139-145.
- SCET international (J.M. COUR) *et al.*, *Une image à long terme de l'Afrique au sud du Sahara*, Paris, CEE/Caisse des dépôts, 1984, 224 p. 8 cartes H.T., 10 annexes.
- SOJA (E.W.), *The geography of Modernization in Kenya : a Spatial Analysis of Social, Economic and Political Change*, New York, Syracuse University, 1968, 143 p.
- SOUTHALL (A.) *et al.*, *Small Urban Centers in Rural Development in Africa*, Madison, University of Wisconsin, 1979, 409 p.
- UDO (R.K.), Food deficit Areas of Nigeria, *The Geographical Review*, 1971, LXI : 415-430.
- WEBER (J.), Reproduction des milieux ruraux, première phase : types de surproduit et formes d'accumulation : la province cacaoyère du centre-sud Cameroun. in : *Essais sur la reproduction de formations sociales dominées*, Paris, ORSTOM : 1977, 69-85.

Courade Georges (1985)

Citadins et paysanneries : le jeu de cache-cache

In : Bricas N. (ed.), Courade Georges (ed.), Coussy J. (ed.),
Hugon P. (ed.), Muchnik J. (ed.) Nourrir les villes en Afrique
sub-saharienne

Paris : L'Harmattan, 67-81. (Villes et Entreprises)

ISBN 2-85-802-562-X